



Communiqué de la FNEJE Nationale 15 avril 2017

Suite à l'annonce de la secrétaire d'Etat, Ségolène NEUVILLE, indiquant que le niveau 2 serait octroyé aux nouveaux diplômés (DEEJE, DEES, DEASS, DECESF, DEETS) en 2021 sans rétroactivité, la FNEJE, l'ANAS et France ESF ont souhaité s'unir pour interpeller la secrétaire d'Etat afin d'échanger à ce sujet et travailler à un processus visant à rendre accessible le niveau 2 à tous les actuels diplômés niveau 3.

Ce courrier est envoyé au Ministère des Affaires sociales dans les prochains jours, copie à Madame Brigitte BURGUIGNON, présidente du HCTS et sera de nouveau envoyé au prochain ministre en charge de ces questions dès les élections présidentielles passées et le nouveau gouvernement nommé.

La FNEJE déplore le contenu d'un article paru sur le site des Travailleurs Sociaux Libres qui se permet d'être insultant envers notre organisation. Nous citons : « *TSL qualifie ce communiqué de l'ANAS de trahison contre les travailleurs sociaux, cela engage par ailleurs la responsabilité de toutes les organisations professionnelles du travail social (France ESF, FNEJE, ANAS) et de certains syndicats qui ont donné un avis favorable à cet accord avec le gouvernement, représenté par la Commission Professionnelle Consultative et l'UNAFORIS avec les membres du Haut Conseil du Travail Social sur la non rétroactivité des diplômes avant 2021. (...)*

TSL invite tous les travailleurs sociaux à annuler leur adhésion et à boycotter toutes ces organisations professionnelles hypocrites, menteuses et manipulatrices, qui sont au service des grands patrons et du gouvernement et qui n'ont que pour seul objectif de brader nos diplômés en nous déqualifiant, malheureusement ce que TSL craignait a fini par arriver ! Ces organisations professionnelles du travail social sont des loups déguisés en mouton pour casser le travail social et les professionnels. Elles ne valent rien ! Elles ne pensent finalement qu'à leur propre intérêt et à leur représentativité, ce ne sont que des vitrines politiques qui ont fait le choix de se vendre aux plus offrants. »

La FNEJE a toujours défendu la reconnaissance de notre diplôme et donc de notre métier au niveau 2 du Registre National des Certifications Professionnelles comme c'est le cas dans de nombreux pays européens.

La FNEJE a toujours défendu le fait que les jeunes enfants avaient besoin d'accompagnants hautement qualifiés afin de prendre en compte l'ensemble de leurs besoins ainsi que ceux de leurs parents.

La FNEJE a défendu le fait que notre métier si spécifique ne soit pas noyé dans un « travailleur social unique » tel que le prévoyait en amont la réforme des diplômes du travail social.

La FNEJE a toujours participé aux différents travaux de l'ensemble des ministères nous concernant et ce depuis la création de l'association en 1973 privilégiant la concertation et la construction à la contestation systématique.

La FNEJE déplore que ce même mouvement des TSL appelle à « boycotter l'accueil des stagiaires en formation ». Les étudiant(e)s n'ont pas à être pris en otage par les professionnels non satisfaits des décisions prises par le ministère. La situation est déjà suffisamment compliquée pour ces étudiants qui sont en difficulté pour trouver un stage long du fait aussi de la gratification.

La FNEJE a d'ailleurs toujours défendu la mise en place d'un fond public pour la gratification des stagiaires dans le secteur de l'économie sociale et solidaire et les collectivités publiques.

La FNEJE remarque que les TSL s'impliquent dans la campagne des élections présidentielles en rejoignant publiquement la France Insoumise de Jean-Luc MELENCHON. Le positionnement si rapide des TSL sur la question de la rétroactivité ne serait-il pas de l'instrumentalisation politique ?

La FNEJE est un mouvement non partisan où chacun est libre de ses opinions politiques.

Enfin, la FNEJE est une association administrée entièrement par des bénévoles non rémunérés par l'association et qui n'ont qu'une seule conviction : défendre un métier et contribuer à la mise en œuvre d'une politique ambitieuse pour la petite enfance dans ce pays.